



APC : La scène canadienne

Un nouveau président pour l'Ontario

À la suite de la démission de M. Allan McLean, l'Assemblée législative ontarienne s'est donné un nouveau président.

Avec son élection au bureau des commissaires d'Etobicoke, M. Chris Stockwell devenait le plus jeune membre à être élu à ce bureau. Par la même occasion, il devenait aussi membre des conseils d'Etobicoke et du Grand Toronto. Tout en travaillant de près avec la population, il s'est occupé des finances et des questions de personnel de la municipalité. Il était également membre de plusieurs comités du conseil. Il a été réélu à ce poste en novembre 1985.

Avant d'être élu à l'assemblée provinciale, M. Stockwell était le représentant au conseil du Grand Toronto du quartier de Lakeshore/Queensway, d'Etobicoke. Élu à ce poste en novembre 1988, il y est resté jusqu'en septembre 1990. Au conseil du Grand Toronto, il a été membre de deux comités chargés d'examiner des questions très controversées : l'évaluation de la valeur marchande et l'ouverture des commerces le dimanche. Il a siégé à divers comités permanents : planification et développement économique, secteur riverain, parcs et terrains. À cette époque, il était également président du *Metro O'Keefe Centre for the Performing Arts*.

Élu pour la première fois à l'Assemblée législative provinciale le 6 septembre 1990, il a été nommé par son chef, M. Harris, porte-parole du cabinet fantôme des Conservateurs en matière de finances. Par la suite, M.



L'hon. Chris Stockwell

Stockwell a été porte-parole sur diverses questions : le conseil de direction, GTA, l'énergie et les affaires municipales. Le 8 juin 1995, il a été réélu pour un deuxième mandat comme député d'Etobicoke-Ouest. Il a aussi été membre du comité de l'ombudsman. Le 3 octobre 1996, il a été élu président de l'Assemblée législative de l'Ontario.

Vingtième colloque de la Région canadienne

Le 20^e colloque organisé par la Région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth s'est tenu à

Fredericton du 25 au 27 octobre derniers.

Comme se tenaient au même moment le congrès national du Parti libéral à Ottawa et l'élection provinciale de l'Île-du-Prince-Édouard, l'assistance a été moins forte. Mais la quarantaine de délégués et d'observateurs ont eu droit à des débats très intéressants.

L'hôte du colloque était le président de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, M. Danny Gay. Quatre autres présidents d'assemblée étaient présents : M. Dale Lovick (Colombie-Britannique), M. Stanley Schumacher (Alberta), M^{me} Louise Dacquay (Manitoba) et M. Lloyd

Snow (Terre-Neuve et Labrador). Le président désigné du Yukon, **M. Robert Bruce**, y assistait également.

C'est peut-être à la première séance de travail, sur les jeux d'argent en tant que source de recettes pour l'État, que les débats ont été le plus animés. **M^{me} Judy Gordon** a fait une communication sur l'expérience albertaine (voir l'article à la p. 11) et, au cours de la matinée, on a pu constater que les législateurs n'ont pas tous les mêmes vues sur le jeu comme source de recettes, bien que la plupart des gouvernements soient associés d'une façon ou d'une autre aux jeux d'argent.

La communication du président **Lovick**, sur le rôle du président, était fort bien documentée. Il s'est demandé si le président peut ou devrait renoncer à toute affiliation politique durant sa présidence. Il a fait valoir que, si l'impartialité du président est de rigueur, il fallait être un peu crédule pour penser que celui qui occupe le fauteuil présidentiel cesse pour autant toute activité dans son parti. (Voir l'article à la p. 2)

La troisième séance portait sur les élections parlementaires à date fixe ou la dissolution de la chambre à la

discretion du Premier ministre. Le principal intervenant a été **M. Dennis Richards**, de Nouvelle-Écosse. La plupart des délégués semblaient satisfaits de la formule actuelle, où le Premier ministre choisit la date de l'élection.

M. Mark Koenker, de la Saskatchewan, a été le principal intervenant à la dernière séance de travail, portant sur la conscience, la solidarité de parti et la responsabilité devant la société. Il a parlé du dilemme dans lequel les députés se retrouvent parfois lorsqu'ils ne sont pas d'accord avec la politique de leur parti.

L'hôte du colloque, les délégués du Nouveau-Brunswick et le personnel de l'Assemblée législative n'ont ménagé aucun effort pour rendre le séjour des délégués à Fredericton le plus agréable possible.

Calendrier

Les activités suivantes, qui touchent l'APC ou lui sont connexes, auront lieu en 1997.

- 23-26 janvier
Conférence des présidents d'assemblée,
Edmonton
- 4-15 mars
Colloque Westminster,
Londres
- 10 mars
Jour du Commonwealth
- 7-23 mai
Visite parlementaire, R.-U.
(section fédérale)
- 12 juillet
Conseil régional,
Regina
- 13-18 juillet
Conférence régionale,
Regina
- 18-22 septembre
Conférence sur le *parlementaire*
~~libre-échange dans les~~ *des*
Amériques,
Québec
- 17-25 septembre
43^e Conférence
internationale de l'APC,
Maurice